

# Règlement de l'appel d'offres (AO ouvert)

APPEL D'OFFRES RELATIF A L'ORGANISATION D'UNE  
OPERATION DE COMMUNICATION DE PROXIMITE  
A MAYOTTE

Date limite de dépôt des candidatures & offres : au plus tard  
le 15 mai 2026 à 18h00 (heure Paris)

Version n° 1 en date du 13.04.2026

Le présent document, y compris ses annexes, est communiqué aux entreprises et leurs collaborateurs consultés par Citeo et/ou y ayant accès.

Le présent document est confidentiel.

# 1. Enjeux et objectifs de l'appel d'offres

---

## 1.1. Présentation du cadre général d'intervention de Citeo

Depuis 1992, Citeo est l'éco-organisme agréé pour la mise en œuvre de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les emballages ménagers et les papiers graphiques.

Entreprise à mission depuis 2020, Citeo conçoit et déploie des solutions concrètes et innovantes pour favoriser la réduction, le réemploi et le recyclage des emballages ménagers pour près de 100 000 entreprises-partenaires de la grande consommation et de la distribution.

Citeo travaille étroitement avec les acteurs de la filière, pour développer l'éco-conception, financer la collecte sélective, structurer des filières de recyclage, et encourager les gestes écocitoyens. Il mobilise son écosystème - entreprises, collectivités et citoyens - pour construire et déployer des solutions qui conjuguent performance environnementale et performance économique. Ces efforts permettent aujourd'hui de recycler autour de 70% des emballages ménagers et 69% des papiers. L'ambition de Citeo est claire : accélérer la transformation vers des emballages réduits et 100% circulaires.

## 1.2. Besoins particuliers attendus par Citeo en matière de communication de proximité à Mayotte

Dans les territoires d'Outre-Mer, Citeo est en contrat avec 16 EPCI pour un total de 1,8 millions habitants et a signé des conventions de pourvoi avec 4 collectivités : Mayotte, CCOG et CCEG en Guyane et Saint Pierre.

Les Outre-mer se caractérisent par une pluralité de situations notamment en termes de tailles de territoires et populations très variables. Cependant, en matière de gestion des déchets, des similitudes existent :

- Recours massif à l'enfouissement des déchets avec des risques importants de saturation des sites de stockage ;
- Difficultés d'accès au foncier pour développer de nouveaux projets d'unités de traitement ;
- Bassins de population limités, donc faiblesses des gisements avec difficultés à massifier et optimiser financièrement ;
- Dispositifs de collecte sélective encore en phase de consolidation ;
- Faute de filières de valorisation locale (sauf pour les emballages en verre), export massif des matériaux triés avec des contraintes réglementaires sur les transports transfrontaliers des déchets avec procédures administratives lourdes et coûteuses ;
- Risques climatiques (notamment cyclones et sécheresses) avec des impacts forts sur infrastructures et gestion des déchets post-crise.

## Le pourvoi à Mayotte

Conformément aux articles L. 541-10 et R. 543-53 à R.543-65 du code de l'environnement, les producteurs, importateurs et entreprises responsables de la mise sur le marché d'emballages servant à commercialiser des produits destinés aux ménages sont tenus de pourvoir ou de contribuer à la gestion de la fin de vie de leurs emballages au titre de la responsabilité élargie du producteur (REP) définie à l'article L. 541-10 du code de l'environnement. Pour ce faire, ils peuvent adhérer à une société agréée par les pouvoirs publics, comme Citeo, auquel ils transfèrent leur obligation en contrepartie du versement d'une contribution financière.

Pour répondre à cette obligation, Citeo propose, au niveau national, un dispositif de collecte sélective des déchets d'emballages ménagers des adhérents. Les collectivités (commune, établissement public de coopération intercommunale, syndicat de communes), compétentes en matière de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers, contractent avec Citeo pour déployer à titre principal ce dispositif de collecte sélective et de valorisation matière sur leur territoire.

Citeo exerce son activité d'éco-organisme agréé sur la filière de Responsabilité Élargie du Producteur Emballages ménagers et Papiers graphiques. Elle est agréée jusqu'au 31 décembre 2029.

Conformément au cahier des charges susvisé, Citeo peut pourvoir à la gestion des déchets d'emballages des collectivités territoriales ultra-marines qui ne disposent pas de ressources fiscales pour la gestion de leurs déchets ou qui ne peuvent mettre en place une fiscalité suffisante au regard des coûts de fonctionnement de la gestion de ces déchets. Cette faculté est réservée aux collectivités précitées n'ayant jamais conclu de contrat mono-matériaux ou multi-matériaux avec une société agréée au titre de la filière REP des emballages ménagers.

Cette mission de pourvoi consiste, entre autres, à :

- Mettre en place le dispositif de collecte sélective des emballages et papiers selon la réglementation en vigueur, en particulier sur les volets : pré-collecte, collecte, tri et recyclage ;
- Assurer la collecte et l'implantation de conteneurs sur le territoire ;
- Assurer le tri des emballages ménagers et des papiers ;
- Mettre en place des actions de sensibilisation de l'habitant pour l'engager à trier ses emballages ménagers et ses papiers.

A Mayotte, en 2026, tous les habitants peuvent désormais trier tous leurs emballages et papiers. L'extension des règles de tri à tous les emballages et papiers est un projet national qui vise à simplifier le geste de tri en permettant aux habitants de trier tous leurs emballages, notamment tous les emballages en plastique (pas uniquement les bouteilles et flacons en plastique).

L'objectif est ainsi de faire progresser les performances de recyclage et donc de concourir à l'amélioration de l'impact environnemental global du dispositif de collecte, de tri et de recyclage des emballages ménagers et papiers.

Pour faciliter la compréhension des nouvelles règles de tri par les Mahorais, un plan d'action spécifique est mis en œuvre.

Citeo déploiera, tout au long de l'année 2026, une communication en porte à porte pour sensibiliser le grand-public aux nouvelles règles de tri ainsi qu'une campagne mass media permettant de diffuser largement cette nouveauté pour faire adhérer le plus grand nombre à ce nouveau geste de tri plus simple !

### 1.3. Objectifs de l'appel d'offres

Le présent appel d'offres vise l'attribution d'un marché ayant pour objet d'organiser une campagne de proximité en porte à porte auprès de tous les foyers mahorais ( $\approx 65\,000$  foyers), avec pour objectifs :

- D'informer sur les nouvelles consignes de tri en s'appuyant sur le memo tri mis à distribuer dans le même temps ;
- De localiser le point de collecte Tri-O le plus proche pour chaque foyer, notamment en s'appuyant sur l'appli Guide du tri.

La campagne devra être réalisée sur une période maximale de 3 mois, avec un échange d'environ 10 minutes par foyer, pour visiter 100 % des 65 000 foyers du département et en sensibiliser au moins 70 %.

Les prestations attendues sont détaillées en Annexe 1 (*Cahier des charges*).

Aucune option n'est prévue. Les variantes ne sont pas autorisées.

## 2. Documents de l'appel d'offres

---

**1.** Les conditions de réalisation de l'appel d'offres sont fixées par Citeo, au travers les documents suivants :

**A°/** Le présent règlement de l'appel d'offres ;

**B°/** Ses annexes :

- Annexe 1 : Cahier des charges des prestations ;
- Annexe 2 : Contrat type.

**2.** Citeo peut modifier le cahier des charges en cours de consultation afin d'y apporter des ajustements.

Les modifications de plus grande ampleur sont autorisées pour autant qu'elles ne dénaturent pas l'appel d'offres. L'appel d'offres est dénaturé, notamment, en cas de modifications des critères de notation après la remise des offres, et en cas de modifications substantielles des prestations.

Citeo informe les candidats des modifications. Un délai suffisant doit leur être accordé pour qu'ils puissent en tirer les conséquences sur leurs candidatures et/ou offres.

**3.** Citeo mènera l'appel d'offres, conformément aux lois et règlements qui s'imposent à elle en tant qu'éco-organisme, en particulier le principe d'égalité de traitement et de non-discrimination des candidats.

## 3. Calendrier prévisionnel de l'appel d'offres

---

Le calendrier prévisionnel de l'appel d'offres est fixé dans le tableau ci-après :

Etape	Date prévisionnelle
Phase de publicité	Du 15 avril au 15 mai 2026
Publication du règlement de l'appel d'offres	15 avril 2026
Remise des offres	15 mai 2026 à 18h00 (heure Paris)
Evaluation des offres puis décision d'attribution	Semaine du 18 au 22 mai 2026
Information du lauréat et des candidats non retenus	26 mai 2026
Signature du contrat	À compter du 26 mai 2026
Démarrage de la mission	1 <sup>er</sup> juin 2026

Le calendrier sera précisé en tant que de besoin, en cours de procédure.

Citeo peut librement, et à tout moment, déclarer sans suite ou infructueux l'appel d'offres. La décision est motivée, et communiquée à l'ensemble des candidats. Elle n'ouvre, en tant que telle, aucun droit indemnitaire aux candidats.

## 4. Modalités applicables aux candidatures

---

### 4.1. Dossier de candidature

Chaque candidature est constituée comme suit :

- ✓ Le dernier bilan du candidat ;
- ✓ Les 3 dernières liasses fiscales ;
- ✓ Un extrait KBis de moins de trois mois ;
- ✓ Les attestations de régularité fiscale, d'assurance, de vigilance, déclaration des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail datant de moins de 6 mois ;



- ✓ Un RIB ;
- ✓ Une présentation de la société et des références de projets ;
- ✓ Toute autre pièce que le candidat estimerait utile à l'appréciation de ses capacités techniques, financières et professionnelles.

En cas de candidat en groupement, ou recourant à de la sous-traitance, les pièces précitées devront être produites pour chacun des co-traitants/sous-traitants.

## 4.2. Transmission des candidatures

1. Les candidatures doivent être transmises à Citeo via les adresses courriel :

[sandrine.favreau@citeo.com](mailto:sandrine.favreau@citeo.com)

[sira.magassa@citeo.com](mailto:sira.magassa@citeo.com)

[jeanphilippe.rouget@citeo.com](mailto:jeanphilippe.rouget@citeo.com)

**Au plus tard le vendredi 15 mai 2026 à 18h00 (heure Paris)**

Chaque transmission fera l'objet d'un accusé de réception électronique de la part de Citeo.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Les candidats concernés en seront informés. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

2. Les candidatures irrégulières, notamment du fait d'une incomplétude, sont écartées.

Citeo se réserve en outre la possibilité de demander des compléments aux candidats éventuellement concernés avant de prononcer l'irrecevabilité.

## 4.3. Evaluation des candidatures

Sur la base du dossier de candidature, Citeo évaluera les capacités techniques, financières et professionnelles de chaque candidat.

Citeo peut solliciter la production de pièces complémentaires lorsque de telles pièces s'avèrent nécessaires à l'évaluation des capacités des candidats.

Elle sélectionnera, pour la phase d'offres, les candidatures présentant des capacités techniques, financières et professionnelles suffisantes au regard des prestations objet de l'appel d'offres.

# 5. Modalités applicables aux offres

---

## 5.1 Dossier d'offre

Chaque offre est constituée comme suit :

**Au titre de l'offre tarifaire :**

- ✓ Le nombre d'équivalent temps plein mobilisé en précisant le nombre d'équivalent temps plein d'encadrants et le nombre d'équivalent temps plein d'ambassadeurs du tri ;
- ✓ Le nombre d'équipe déployées sur la totalité du territoire de Mayotte sur trois mois et la constitution d'une équipe ;
- ✓ Le coût unitaire d'une équipe déployée sur 3 mois ;
- ✓ Le coût total du projet.

**Au titre de l'offre technique : mémoire technique, conforme aux prescriptions du cahier des charges annexé. Lequel reprendra à minima les points suivants :**

- ✓ La proposition d'une méthodologie et d'un planning de travail pour la réalisation de la mission ;
- ✓ La proposition de la planification territorialisée de l'opération de communication de proximité sous format .ppt ;
- ✓ Un modèle de reporting hebdomadaire sous format .xls ;
- ✓ Un modèle de bilan global de mission sous format .doc. ;
- ✓ La présentation de l'équipe projet.

Il n'est pas prévu d'option, ni de variante.

## 5.2 Transmission de l'offre

Les modalités de transmission de l'offre sont identiques à celles visées au 3 au titre de la candidature, à l'exception de la date-limite qui est fixée, pour les offres, au plus tard **le lundi 15 mai 2026 à (18 heures Paris)**.

**L'offre est valable six (6) mois à compter de sa réception.**

**Tous les documents constituant ou accompagnant les dossiers de candidature et d'offre des candidats doivent être entièrement rédigés en langue française, à charge des candidats, le cas échéant, d'avoir recours à des traducteurs.**

## 5.3. Echanges à la suite de la réception des offres

**1. Citeo écartera les offres irrégulières et/ou inappropriées :**

- **Offre irrégulière** : offre qui ne respecte pas les exigences formulées par les documents de l'appel d'offres (incomplétude notamment).
- **Offre inappropriée** : offre qui n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées par les documents de l'appel d'offres.

Citeo informera les candidats concernés de sa décision d'écarter leurs offres.

S'agissant d'une offre irrégulière, Citeo peut préalablement les inviter à régulariser leurs offres, le cas échéant à l'occasion de l'offre finale, telle qu'elle résulte des négociations. L'offre inappropriée, en raison de ses caractéristiques, n'est pas remédiable.

2. Les offres qui n'ont pas été écartées en application du point 1. ci-avant sont fermes. Les candidats ne pourront donc pas en modifier les caractéristiques. Par conséquent, elles sont susceptibles d'être acceptées par Citeo telles que remises.

Si nécessaire, Citeo pourra solliciter des candidats pour qu'ils apportent certains éclaircissements à leurs offres, sans en modifier la teneur.

Citeo se réserve par ailleurs la possibilité de négocier avec les candidats, selon les modalités qu'elle leur indiquera.

## 5.4. Evaluation des offres et choix du lauréat

1. Les offres, le cas échéant après négociation, seront évaluées au regard des critères suivants :

- Critère technique de 60% : adéquation de la proposition technique avec les besoins de Citeo ;
- Critère financier de 40% : valeur financière de l'offre mentionnés en annexe des présentes.

Le critère technique sera évalué au regard des sous-critères suivants :

Critère	Note
Nombre d'intervenants – Capacité à mobiliser des équipes dédiées	5
Qualification et compétences des intervenants	5
Modalités organisationnelles d'intervention	5
Compréhension de la mission / du besoin	5

2/ Concernant le critère « Prix », le prix total des prestations sera pris en compte.

**La notation est effectuée par application de la formule suivante :**

**Note de prix du candidat concerné = (prix le plus bas/prix de l'offre du candidat concerné) X 20**



Conformément à la pondération des critères exposée ci-dessus, la note globale (Ng) sera déterminée de la manière suivante :

$$Ng = 0,60Nt + 0,40Np$$

dans laquelle :

- ✓ Nt = note attribuée à la qualité technique de l'offre
- ✓ Np = note attribuée au prix de l'offre

Le candidat ayant obtenu la meilleure note globale (Ng) sera retenu.

En cas d'égalité de notes (Ng), l'offre comportant la meilleure note technique (Nt) sera retenue.

En cas d'égalité de la note globale (Ng) et de la note technique (Nt), la note prix (Np) sera retenue.

Un classement des offres sera établi sur cette base. L'offre arrivée en tête remportera l'appel d'offres, sous réserve de la conclusion du contrat entre Citeo et le lauréat à la suite de la phase de mise au point du contrat, visée ci-après.

2. Citeo informe le lauréat, ainsi que l'ensemble des candidats non retenus, de la décision d'attribution du présent appel d'offres.

### 5.5. Mise au point du contrat

À la suite de l'information du lauréat, Citeo lui adressera un projet de contrat sur la base du modèle de contrat figurant en annexe.

Le lauréat perd le bénéfice de l'attribution du présent appel d'offres, en cas d'échec des négociations contractuelles.

**Il est à noter, que seule la signature du contrat entre Citeo et le candidat retenu fera naître des droits et obligations entre les parties relatives aux prestations, et actera du démarrage des travaux. En ce sens, l'annonce à un candidat que son offre a été retenue par Citeo, n'engagera pas cette dernière.**

## 6. Précisions juridiques

---

### 6.1. Propriété intellectuelle

Les documents et éléments présentés par les candidats, ainsi que ceux fournis par Citeo, le sont aux fins exclusives du présent appel d'offres. Ils ne peuvent être utilisés par la personne réceptrice à d'autres fins.

Les candidats demeurent le cas échéant, titulaires des droits de propriété intellectuelle attachés aux offres transmises à Citeo.

Citeo demeure titulaire des droits de propriété intellectuelle attachés aux documents constituant l'appel d'offres transmis aux candidats.

Les candidats et Citeo se garantissent réciproquement une jouissance paisible.

## 6.2. Confidentialité

Citeo et chaque candidat s'engagent réciproquement à assurer la confidentialité des données que chacun reçoit de l'autre dans le cadre du présent appel d'offres. La confidentialité ainsi définie couvre les éléments remis par les candidats à Citeo au titre des candidatures et des offres, mais également l'ensemble des documents constituant le présent appel d'offres.

Sont inclus dans le périmètre de la confidentialité les sociétés affiliées d'un même groupe, ainsi que les personnes concourant aux activités du groupe potentiellement concernées par le présent appel d'offres (tout administrateur, dirigeant, mandataire social, employé, prestataire, sous-traitant ou conseil d'une des Parties ainsi que tout tiers agissant pour le compte de cette Partie).

Citeo peut également être amenée à communiquer les documents envoyés par les candidats à (Ministère de tutelle, Cour des comptes...).

Il est fait exception à la confidentialité s'agissant des questions formulées par les candidats afin de mieux appréhender les documents de l'appel d'offres. Les questions/réponses agrégées sont diffusées à l'ensemble des candidats, et donnent le cas échéant lieu à une modification du règlement de l'appel d'offres.

# ANNEXES

---

1. Cahier des charges des Prestations
2. Modèle de contrat type